



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

*REF. MARCHE : 25-971-020*

**VERIFICATION, MAINTENANCE, FOURNITURE ET  
INSTALLATION D'EXTINCTEURS**

Le présent CCAP compte 16 pages numérotées de 1 à 16.

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

<b>ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2- OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4- PROCEDURE ET FORME .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5- MARCHES ULTERIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6- DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8- OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 9- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 10- CONFIDENTIALITE ET SECURITE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11- SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12- CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13- PRIX .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 14- FACTURATION.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15- PENALITES.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16- DEFAILLANCE DU TITULAIRE/GREVE DU TITULAIRE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 17- CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18- DISPOSITIF DE VIGILANCE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19- ASSURANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 20- RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 21- REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 22- DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>16</b>

## ARTICLE 1-PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CGSS) qui est l'organisme contractant et qui conclut Le marché avec son titulaire ;
- Le Titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec la CGSS.

Le pouvoir adjudicateur est le représentant de l'organisme dans la passation et le suivi de l'exécution du marché soit Monsieur le Directeur de la CGSS.

## ARTICLE 2-OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché de service a pour objet la vérification, la maintenance, la fourniture et l'installation d'extincteurs, pour les besoins de la CGSS Guadeloupe et de Saint-Martin.

Les détails des prestations à réaliser sont décrits au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## ARTICLE 3-ALLOTISSEMENT

Le marché comprend les deux lots suivants :

- Lot 1 Guadeloupe
- Lot 2 Saint-Martin

## ARTICLE 4-PROCEDURE ET FORME

### 4.1 PROCEDURE

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1-1 du code de la commande publique.

Il est soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

### 4.2 FORME

Il s'agit d'un marché "composite" comportant :

- une partie, marché ordinaire pour les prestations régulières rémunérées par un forfait ;
- une partie accord-cadre à bons de commande (articles R2162-2 alinéa 2 à R2162-5 du code de la commande publique) pour les prestations ponctuelles conclues pour les montants suivants :

Lots	Montant HT pour la période initiale		Montant HT par période reconduction	
	minimum	maximum	minimum	maximum
1	00,00 €	15 000,00 €	00,00 €	15 000,00 €
2	00,00 €	2 000,00 €	00,00 €	2 000,00 €

## ARTICLE 5-MARCHES ULTERIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la passation de marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence, pour confier au titulaire la réalisation ultérieure de prestations similaires à

celles du marché, sous réserve que les marchés correspondants soient notifiés au plus tard dans un délai de trois (3) ans à compter de la date de notification du marché.

## **ARTICLE 6-DUREE DU MARCHÉ**

La durée d'exécution du présent marché est précisée à la rubrique B5 de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 7-PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

L'ordre de priorité des pièces constitutives du marché sont les suivants :

- l'acte d'engagement (AE) du lot concerné et ses annexes financières (bordereau des prix forfaitaires (BPF), bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le mémoire technique du titulaire (MT).
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

## **ARTICLE 8-OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

### **8.1 OBLIGATION DE RESULTAT**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, de manière à garantir l'exécution des prestations décrites dans le CCTP dans le respect des prescriptions du présent CCAP. A ce titre il s'engage :

- à prendre toutes les dispositions nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultats, décrites dans les pièces contractuelles du présent marché et notamment détenir pendant toute la durée du marché les autorisations légales nécessaires à l'exécution de celles-ci ;
- à respecter l'ensemble des textes en vigueur dans le domaine concerné ;
- à effectuer les prestations avec des personnels formés ;
- à assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la protection, la discipline et l'administration de son personnel dans la stricte application des règlements de la législation du travail ;
- à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité et respecter les consignes établies conjointement avec la CGSS ;
- à faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des usagers ;

## **8.2 DEVOIR DE CONSEIL**

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'information et de recommandation vis-à-vis de la CGSS :

- En l'absence de signalement du titulaire avant la remise de son offre, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le contenu du présent marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.
- Le titulaire doit informer la CGSS de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation. Il doit signaler les incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens et indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas remédié.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de la CGSS différente de celle qu'il aura préconisée.

## **8.3 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire est seul responsable à l'égard de la CGSS et des tiers, pour l'ensemble des prestations couvertes par le marché jusqu'à l'expiration de celui-ci, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, de tout manquement ou de toute autre cause pouvant lui être imputée dans l'exécution du marché.

Il garantit la CGSS contre tous recours liés à l'exécution du marché.

Les réparations des dommages ou avaries qui viendraient à se produire de son fait aux ouvrages de la CGSS seront exécutées à ses frais, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse après un délai de 15 (quinze) jours.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans les cas de force majeure.

## **ARTICLE 9-CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

### **9.1 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire met en place les moyens nécessaires à la récupération et à la destruction des emballages, des déchets d'installation et des matériels déposés et repris.

Les matériels récupérés sont traités conformément à la législation en vigueur. Le titulaire doit être capable de fournir dès la notification du marché et à tout moment sur simple demande de la CGSS, les certifications et agréments du prestataire chargé du traitement des déchets.

Il doit également pouvoir transmettre le bordereau de suivi des déchets à la demande du Pouvoir Adjudicateur.

### **9.2 CLAUSE SOCIALE**

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

## **ARTICLE 10-CONFIDENTIALITE ET SECURITE**

### **10.1 ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

### **10.2 VERIFICATION DU RESPECT DES ENGAGEMENTS**

L'organisme, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le titulaire, des engagements mis à sa charge en terme de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition de l'organisme, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements, et indépendamment des sanctions encourues, l'organisme pourra décider de résilier le marché.

### **10.3 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE**

Si pour l'exécution du présent marché le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

### **10.4 EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE**

Chacune des Parties est déliée de son obligation de confidentialité dans le cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

### **10.5 DUREE DES OBLIGATIONS**

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE 11-SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitées sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le contrat a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, l'entrepreneur principal demeure entièrement responsable vis-à-vis du Maître de l'ouvrage des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur (PA) à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

## **ARTICLE 12-CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

### **12.1 CHANGEMENT SANS CREATION D'UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE**

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile ou de compte à créditer doit être notifié à la CGSS par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Le titulaire sera tenu de fournir un K-BIS

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique.

### **12.2 CHANGEMENT ENTRAINANT UN NOUVEAU TITULAIRE**

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, cession, absorption, restructuration, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire..., le transfert du marché à cette autre entité serait possible dans les mêmes conditions d'engagements.

Le nouveau titulaire apporte la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il vérifie également la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale. Il s'assure, en outre, de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Ce changement se formalise par la conclusion d'un avenant de transfert. Celui-ci doit comporter la signature du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

La CGSS se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 13-PRIX**

Les prix sont établis en euros. La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres.

Les aléas qui donneraient naissance à un arrêt provisoire des prestations ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.



### **13.1 CONTENU ET NATURE DES PRIX**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, y compris les taxes spécifiques aux dépenses de la Guadeloupe telles que l'octroi de mer, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

#### **13.1.1 Prestation régulières**

Les prix des prestations régulières sont forfaitaires. Le montant de la redevance indiqué dans le bordereau des prix forfaitaires comprend notamment :

- Les interventions de vérification et de maintenance additionnelle, telles que décrites au CCTP,
- Les dépenses de main-d'œuvre, les pièces et consommables nécessaires à la réalisation des prestations (joints, goupilles, etc....)
- Les déplacements, le matériel et le transport

#### **13.1.2 Prestations ponctuelles**

Les prix des prestations ponctuelles sont unitaires à bons de commande.

Les bons de commandes sont établis sur la base d'un devis transmis par le titulaire et validé par la CGSS. Ce devis comprend :

- Le prix unitaire des pièces détachées conformes au bordereau des prix unitaires ;
- Les frais de déplacement conformes au bordereau des prix unitaires ;

### **13.2 VARIATION DES PRIX**

#### **13.2.1 Actualisation des prix**

Aucune actualisation des prix n'est prévue au présent marché.

#### **13.2.2 Révision des prix**

Les prix du présent marché sont fermes la première année d'exécution et révisibles à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 \times (I_{CHTrev-TS} / I_{CHTrev-TSo})]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé hors TVA

P<sub>o</sub> : Prix d'origine hors TVA figurant au marché

I<sub>CHTrev-TSo</sub> Indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés « I<sub>CHTrev-TS</sub> » - Indices mensuels – Salaires et charges – Industries mécaniques et électriques – le dernier indice connu et publié par l'INSEE au mois de la remise de l'offre (Mo).

I<sub>CHTrev-TS</sub> Indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés « I<sub>CHTrev-TS</sub> » - Indices mensuels – Salaires et charges – Industries mécaniques et électriques – le dernier indice connu et publié par l'INSEE à la date de la révision.

Les valeurs de l'indice sont à relever au Bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565183.

L'indice figurant au dénominateur représente la valeur initiale connue à la date d'établissement du prix de l'offre du titulaire, (mois M de remise de l'offre) qui sera indiqué (mois et valeur) par le candidat.

Les valeurs finales des indices figurant aux numérateurs sont respectivement celles du mois M des années N+1.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs seront effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de changement par l'INSEE ou par un organisme habilité de la dénomination de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE ou par un organisme habilité d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 21 jours ouvrés pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai, les parties devront trouver un accord par avenant.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur par courrier en recommandé avec accusé de réception, le détail du prix révisé au moyen de la formule de révision des prix susvisée.

Le silence de la CGSS dans un délai de 21 jours ouvrés à compter de la réception du courrier vaut acceptation du prix révisé.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, le pouvoir adjudicateur lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 14-FACTURATION**

### **14.1 FREQUENCE**

La redevance forfaitaire pour les prestations régulières est facturée à terme échu. La facturation peut être partielle, elle intervient après l'admission par la CGSS des prestations réalisées sur le ou les sites concernés.

**Toutefois en ce qui concerne le CENTRE D'EXAMENS DE SANTE (CES), le titulaire établit une facture distincte pour ce site.**

S'agissant des prestations ponctuelles à bons de commande, le règlement est effectué mensuellement à terme échu sur présentation d'une facture correspondant à des prestations commandées dont l'exécution est constatée et admise par la CGSS.

### **14.2 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES :**

En application des dispositions des articles L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

**Nota :** le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « **Chorus Pro** », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des

mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CGSS Guadeloupe informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CGSS informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire doit, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera la CGSS de la Guadeloupe en tant que destinataire de la facture : **314 572 025 00307**
- **Le code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **Service Achats Marchés – code : 3621**

Le numéro d'engagement correspond au **numéro du marché** tel qu'il figure sur l'acte d'engagement à la rubrique A.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire doit transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci doivent être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes. Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

**CGSS de la Guadeloupe- Service Achats Marchés**  
**CS 38104**  
**97181 Les Abymes Cedex**

### **Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques :**

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du marché ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- les prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix forfaitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix unitaire HT, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- Le site d'intervention (bâtiment)
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

### **14.3 MODALITES DE REGLEMENT :**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CGSS se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre

compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Le Directeur Comptable et Financier de la CGSS règle les sommes en vertu du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une facture conforme, accompagnée du bon d'intervention, le cas échéant, du bon de commande, et après admission par la CGSS des prestations réalisées.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CGSS en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires :  
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.  
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues au présent marché seront déduites du montant de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

## **ARTICLE 15-PENALITES**

### **15.1 RETARD**

Les pénalités de retard sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS. Par dérogation à cet article, le montant des pénalités est fixé comme suit :

Manquement	Montant forfaitaire TTC
Non-transmission du planning annuel d'interventions régulières	200 € par jour ouvré de retard
Non-respect des dates fixées au planning annuel d'interventions régulières	100 € par jour ouvré de retard et par site
Non-transmission des autres documents prévus par le marché (bon d'intervention, etc...)	50 € par jour ouvré de retard et par document
Non-respect du délai global annuel de réalisation des prestations régulières indiqué dans l'offre du titulaire	100 € par jour ouvré de retard, jusqu'à l'achèvement total des prestations régulières
Non-respect des autres délais contractuels d'exécution des prestations prévus dans les documents contractuels du marché	50 € par jour ouvré de retard et par site

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard appliquées ne pourra excéder 40 % du montant total du marché. Les pénalités pour retard sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité pour quelque motif que ce soit.

## **15.2 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, le titulaire s'expose à des pénalités s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, relatives à la dissimulation d'activité ou la dissimulation d'emploi salarié. Le montant des pénalités pourra atteindre 10 % du montant maximum du marché.

## **ARTICLE 16-DEFAILLANCE DU TITULAIRE/GREVE DU TITULAIRE**

Nonobstant les dispositions énoncées ci-dessus, la CGSS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier (y compris pour fait de grève de son personnel) d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

## **ARTICLE 17-CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il est fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il est fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

### **17.1 TRANSFERT DE LA PRESTATION**

En cas de transfert d'une partie de la prestation vers un autre site, le cas échéant, le forfait de rémunération est ajusté à la hausse ou à la baisse.

Dans ce cas, la CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un nouveau BPF pour le(s) site(s) concerné(s). Cette évolution fait l'objet d'un avenant.

Dans tous les cas, aucune indemnité n'est due au titulaire.

### **17.2 AJOUT DE SITE**

La CGSS peut être amenée à ajouter de nouveaux sites temporairement ou définitivement au marché.

Cette évolution fait l'objet d'un avenant. A cet effet, la CGSS demande au titulaire de lui transmettre un BPF correspondant au(x) site(s) intégré(s).

### 17.3 FERMETURE DE SITE

En cas de fermeture définitive d'un site, la CGSS informe le titulaire de la suppression des prestations sans contrepartie du forfait de rémunération correspondant au site concerné. Cette évolution fait l'objet d'un avenant.

Le titulaire ne peut prétendre à aucun type de compensation sur cette base.

### 17.4 AJOUT DE MATERIELS

La CGSS se réserve la possibilité d'ajouter des matériels notamment en cas d'extension d'un bâtiment ou de récupération de zones initialement inoccupées.

Pour les ajouts représentant une augmentation supérieure ou égale à 5 %, la CGSS peut soit passer un avenant formalisant cette évolution ou un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires (conformément à l'ARTICLE 5- du présent CCAP).

En cas d'avenant, la CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un bordereau des prix correspondant aux prestations intégrées.

## ARTICLE 18-DISPOSITIF DE VIGILANCE

La situation du titulaire est appréciée au dernier jour du mois précédent la transmission de pièces.

Le dispositif de vigilance est mis en œuvre via l'application **e-Attestations**.

Au plus tard à la notification du marché, le titulaire communique une adresse électronique qui sera inscrite à l'application.

Par la suite, il recevra un lien par le biais duquel il doit s'inscrire sur l'application afin de mettre en ligne les documents demandés. Il doit s'assurer que les documents mis en ligne sont à jour.

En cas d'impossibilité matérielle de s'inscrire sur la plateforme, il en informe l'Unité Contrats et Marchés Publics et transmet ses attestations au courriel du service : [service.marches@cgss-guadeloupe.fr](mailto:service.marches@cgss-guadeloupe.fr)

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et pendant toute la durée de celui-ci les pièces suivantes :

1) Conformément aux dispositions de l'article R2143-8 du code de la commande publique et de l'article D 8222-5-1° du Code du travail :

a) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité Sociale, datant de moins de 6 mois.

b) les copies des attestations et certificats fiscaux prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales.

c) une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-2 du code du travail).

2) Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail :

a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), OU

b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, OU

c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, OU

d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

**Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, le titulaire s'expose à des pénalités s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, relatives à la dissimulation d'activité ou la dissimulation d'emploi salarié. Le montant des pénalités peut atteindre 10 % du montant maximum du marché.**

**En cas d'information de la situation irrégulière, le titulaire doit faire cesser cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure, doit apporter à la CGSS la preuve qu'elle a mis fin à cette situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées, la CGSS peut appliquer des pénalités et le cas échéant résilier Le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.**

## **ARTICLE 19-ASSURANCE**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'oblige à remettre à la CGSS avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution une attestation d'assurance en cours de validité garantissant la responsabilité civile contre les accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient de son fait ou de celui de ses sous-traitants pendant l'exécution du contrat.

A défaut de production de l'attestation d'assurance avant la notification, l'offre du pressenti sera rejetée et une demande sera transmise au prochain au classement général, en application de l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire s'engage à ce que la (ou les) police(s) d'assurance en cause conserve(nt) tous ses (leurs) effets pour la durée du marché. Le montant des garanties souscrites doit être suffisant et adapté à la prestation objet du présent marché et à ses conséquences dommageables.

## **ARTICLE 20-RESILIATION DU MARCHÉ**

La résiliation du marché peut être prononcée conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

La CGSS peut également prendre la décision de résilier le marché aux torts du titulaire après mise en demeure restée infructueuse :

- lorsque le titulaire refuse l'application des pénalités visées à ARTICLE 15-du présent CCAP.
- lorsque le titulaire ne fournit pas les pièces qu'il s'engage à produire tous les six mois à compter de la notification du présent marché, conformément aux dispositions de ARTICLE 18- du présent CCAP.

Quand le titulaire a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail. Une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai par le pouvoir adjudicateur. A défaut d'indication de délai, le titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## **ARTICLE 21-REGLEMENT DES LITIGES**

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage.

En cas de recours judiciaire, les tribunaux français sont seuls compétents.

### **21.1 LITIGES RELATIFS A L'EXECUTION**

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'exécution est le Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre, 7 rue Victor Hugues, 97110 POINTE A PITRE.

Tél : 0590 89 69 50

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

### **21.2 LITIGES RELATIFS A LA PASSATION**

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la passation est le Tribunal Judiciaire de Fort-de-France, 35 Bd du Gal de Gaulle, 97200 FORT DE FRANCE.

Tél : 0596 48 41 41

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

## **ARTICLE 22-DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'ARTICLE 15-du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

L'ARTICLE 19-du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS.

L'ARTICLE 20-du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-FCS.